

MANUEL HASSASSIAN

Ambassadeur de Palestine au Royaume-Uni

Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D

Merci. Je sais que le problème palestinien est beaucoup plus important que celui de la Syrie et de l'Iran, Mais laissons parler Manuel Hassassian maintenant. Si vous voulez commenter ces remarques, vous êtes le bienvenu. Sinon, poursuivez sur les problèmes et la question palestinienne.

Manuel Hassassian, Ambassadeur de Palestine au Royaume-Uni

Merci beaucoup. Je pense qu'il est important, avant de commencer à parler des spécificités du Moyen-Orient, de présenter le contexte et les définitions de base. Je pense qu'aujourd'hui, nous sommes confrontés à un Moyen-Orient politiquement transformé. Nous sommes passés de régimes précédemment laïcs à un régime plus islamiste. Ne nous faisons pas d'illusions. Lorsque nous parlons du Printemps Arabe, il s'agit de révolutions arabes. En fait, nous n'avons pas une révolution dans le monde arabe. Si nous parlons de révolution, alors nous devons définir ce terme. Sans transformation sociale majeure, je ne pense pas que nous puissions parler du Printemps Arabe comme d'une culture politique différente susceptible de s'adapter à la réalité politique actuelle du Moyen-Orient. Nous savons, et c'est un fait, que la plupart des régimes qui sont passés de la laïcité à l'islamisme, ont été vacillants, je pense, depuis la fin du XIXe siècle. Nous parlons d'idéologie et de la façon de démocratiser et d'occidentaliser sans changer le caractère actuel de l'Islam. Entre l'idéologie et la transformation politique, nous avons une contradiction de base. Je la considère comme une contradiction dans le processus de développement et de modernisation.

Ce dont nous sommes les témoins aujourd'hui au Moyen-Orient arabe n'est pas un processus démocratique. C'est un processus de démocratisation organiquement lié à un processus de modernisation. C'est pourquoi lorsque nous regardons les récents développements aujourd'hui au Moyen-Orient, nous avons vu [inaudible], Twitter, l'informatique et Internet ont joué un rôle déterminant pour changer les esprits et la culture politique de la jeune génération, qui est, je pense, celle qui va faire l'histoire. Il est réellement malheureux que depuis cette dernière partie du XIXe siècle et l'invasion de l'Egypte par Napoléon en 1798, nous ayons oscillé entre laïcisation et islamisation. Ma grande déception au Moyen-Orient aujourd'hui, que je considère comme un "Muddle East" (au lieu de Middle East, soit « l'Est confus »), est le fait que la jeunesse ne puisse pas réellement concrétiser son idéologie politique car, encore une fois, elle en a été détournée par ce que nous appelons l'idéologie islamique sclérosée, qui a fait son apparition aujourd'hui et qui contrôle la situation, parce que les conditions objectives ne sont toujours pas correctes. A propos du Moyen-Orient en général, je pense que les questions de transformation et d'idéologie ont été bloquées. Je pense qu'il devrait y avoir une nouvelle façon de penser, une troisième façon de penser, qui pourrait accueillir à la fois l'idéologie islamique et l'idéologie laïque. Une option qui, en soi, n'est ni en vigueur, ni disponible. Commençons par la question palestinienne, après cette longue introduction.

Je pense que lorsque nous parlons du Moyen-Orient, nous sous-estimons le nœud du problème au Moyen-Orient qui est le conflit israélo-palestinien. Le conflit israélo-palestinien a été mal géré. Ici, je dois faire un commentaire direct sur la politique des Etats-Unis. Les Etats-Unis n'ont pas été un intermédiaire impartial de la paix, avec tout le respect que je vous dois, Monsieur l'Ambassadeur Djerejian. A votre époque, avec l'administration Bush, nous avons assisté à des changements spectaculaires auxquels nous n'étions pas réellement préparés. Nous pensions être en bonne voie pour la résolution du conflit. Cependant, les hauts et les bas de ce processus de paix nous ont fait perdre notre confiance vis-à-vis des Etats-Unis en tant qu'intermédiaire impartial de la paix, à cause de son support sans équivoque à l'Etat d'Israël, fondamentalement lié à sa politique nationale autant qu'à sa politique étrangère. Nous ne pouvons pas continuer ainsi. Nous sommes embarqués depuis 20 ans dans ce processus de paix sans que rien ne se soit concrétisé à l'exception de l'abandon de la solution à deux Etats, que les Etats-Unis ont soutenue et avec laquelle ils ont convaincu l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) de renoncer à la lutte armée et de rechercher la paix via les négociations. Aujourd'hui, nous sommes bloqués entre l'historiquement inévitable et le politiquement impossible.

Lorsque nous parlons du Moyen-Orient lui-même, l'Iran, la Syrie, etc., il s'agit de phénomènes transitoires parce que si nous ne résolvons pas le conflit israélo-palestinien, je ne pense pas que nous puissions être sûrs de créer un Moyen-Orient stable et sécurisé. Un Moyen-Orient stable et sécurisé exige des efforts considérables et laborieux de la part d'une grande puissance telle que les Etats-Unis qui peut avoir une influence politique sur Israël. C'est le seul pays qui pourrait réellement peser politiquement pour qu'Israël change son attitude vis-à-vis du Moyen-Orient. Israël a été considéré comme un Etat paria, un Etat doté d'un premier ministre cleptomane tel que Netanyahu, qui veut marquer l'histoire pour les israéliens...

Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D

Etes-vous d'accord avec Jean-David ?

Manuel Hassassian, Ambassadeur de Palestine au Royaume-Uni

Oui, je suis d'accord avec lui. Je suis d'accord avec lui. Sa formule pourrait fonctionner. Je dis tout ceci parce que nous ne pouvons pas continuer à investir sur les mauvais chevaux. Nous ne pouvons pas parier sur le mauvais cheval. Ce régime en Israël aujourd'hui a montré de façon évidente qu'il n'avait pas d'agenda pour la paix. Il a un agenda pour la guerre. Nous l'avons vu récemment à Gaza. Nous avons vu la réaction vis-à-vis des Palestiniens qui se sont rendus à l'Assemblée Générale des Nations Unies pour exercer le statut d'Etat Observateur Non Membre. Nous avons été attaqués par la construction de davantage de colonies, par la tentative de suspension du revenu fiscal et par des sanctions contre les israéliens qui soutiennent encore ce régime.

Les gens comprennent mal parfois la raison pour laquelle, nous les Palestiniens, nous avons fait appel aux Nations Unies. Laissez-moi expliquer ce point très brièvement.

Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D

Ensuite, nous passerons aux questions.

Manuel Hassassian, Ambassadeur de Palestine au Royaume-Uni

Oui. Brièvement, je voudrais dire que nous sommes allés aux Nations Unies parce que nous voulions sauver, Monsieur l'Ambassadeur, la solution à deux Etats. Nous sommes allés aux Nations Unies pour montrer au monde que la Cisjordanie n'est pas un territoire contesté, c'est un territoire occupé. Nous sommes allés aux Nations Unies pour montrer que nous avons accepté un compromis historique en 1988, lorsque nous avons accepté un cinquième de notre territoire historique, les frontières de 1967. Nous sommes allés aux Nations Unies parce que nous avons perdu tout espoir dans le processus de paix et parce que les grandes puissances ont lamentablement échoué à nous inviter à la table des négociations. Pour toutes ces raisons, nous sommes allés aux Nations Unies. Ce n'est pas, Monsieur, un acte unilatéral. C'est un acte qui appartient au droit d'autodétermination des Palestiniens. Nous devons exercer nos droits inaliénables, tels que notre liberté. D'autres nations libres dans le monde ont la chance d'avoir leur propre Etat. Aujourd'hui encore, Israël parle de frontières provisoires. Ce n'est pas acceptable alors que nous sommes embarqués dans un processus de non-résistance pacifique. C'est la stratégie que l'autorité palestinienne a développé au cours des 20 dernières années. Qu'obtenons-nous en retour ? Nous obtenons le doublement des colonies, le doublement des colons. L'idée de l'Etat palestinien a pratiquement disparu parce que si vous allez en Cisjordanie aujourd'hui, vous pouvez voir trois cantons qui sont géographiquement discontinus avec une séparation totale de Gaza. La récente isolation de l'enveloppe E1 de Jérusalem qui va totalement séparer Bethléem de Ramallah est en soi une fin de non-recevoir.

Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D

Etes-vous d'accord avec cette déclaration ?

Meir Sheerit, Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël

Non, je ne suis pas d'accord. Je ne pense pas que c'est constructif.

Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D

Pourquoi faites-vous cela ?

Honnêtement, personne ne peut comprendre le doublement des colonies.

Meir Sheerit, Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël

J'y arrive. Tout d'abord, je ne pense pas que le fait d'aller aux Nations Unies soit un acte constructif, parce que même Netanyahu, qui est considéré comme l'aile droite du parti et qui l'est effectivement, est d'accord et parle d'une solution pacifique avec deux Etats pour deux peuples. Cela signifie qu'il a accepté d'établir un Etat palestinien. Il a essayé de négocier. Je suis désolé de dire que les Palestiniens présentent maintenant des conditions préalables en disant, 'Nous n'allons pas négocier tant que vous n'aurez pas retiré les colonies.' Je suis contre l'élargissement des colonies mais mettre ce point comme un obstacle à la négociation est une erreur, pas maintenant, mais au cours des trois dernières années. Parce que systématiquement, lorsque nous rendons un territoire, nous retirons totalement toutes les colonies. Et que pourrait-il se produire s'ils ont construit 300 appartements au cours des trois dernières années ? Je veux vous tranquilliser. Il s'agit à mon sens d'un discours électoral. Je ne pense pas que ces appartements vont être construits. Il a fallu beaucoup d'années pour construire les colonies. Il ne se passe rien. C'est une action unilatérale et je ne pense pas qu'elle est constructive.

Enfin, si j'étais Monsieur Barack Obama, ce que je ferais aujourd'hui, serait de réunir tous les dirigeants des Etats arabes qui ont signé l'Initiative Arabe, avec Israël. Je leur dirais de s'asseoir jusqu'à ce que l'on parvienne à une 'fumée blanche' et que nous aboutissions à un accord. Je pense que si nous sommes dans la même pièce, ce que nous devons faire...

Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D

Nous nous en sommes approchés d'assez près à Camp David. Ça n'a pas marché.

Meir Sheerit, Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël

Je suggère que nous élargissions ce processus et que nous en fassions une paix régionale, non pas uniquement avec les Palestiniens mais également avec les Etats Arabes. L'Initiative Arabe déclare à Israël 'Si vous revenez aux frontières de 1967 et si vous trouvez une solution justifiée qui puisse faire l'objet d'un accord, pour les réfugiés palestiniens, nous, les Etats Arabes, convenons de faire la paix avec Israël, totale normalisation, et ce sera la fin du conflit.' Pourquoi ne pas reprendre ceci, les réunir tous, négocier et trouver une solution pour réellement établir un Etat palestinien sur cette base. Avoir une paix générale.

Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D

Estimez-vous qu'Israël soit isolé ?

Meir Sheerit, Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël

Oui, bien sûr. Je pense encore une fois que je suis dans une position qui n'est pas équitable. Je pense que l'action du gouvernement qui ne pousse pas le processus de paix, qui ne le fait pas progresser, crée une sorte d'isolation. C'est ressenti dans le monde comme la seule façon pour que la majorité totale des Etats arabes, dans les différents pays, soutiennent la cause palestinienne. Même un grand nombre de nos amis en Europe la soutienne ou bien s'abstiennent parce qu'ils ne veulent pas d'un conflit avec les Etats Arabes. Cependant, c'est une erreur pour les gouvernements, parce que si notre gouvernement progressait dans le processus de paix, je pense que personne n'irait aux Nations Unies. Je ne pense pas que ce soit une fuite. C'est constructif. Je continue à penser que nous avons besoin de développer la confiance entre Israël et la Palestine et entre Israël et les Etats arabes. Peut-être, après ce que nous appelons le Printemps Arabe, que j'appelle l'Hiver Arabe, alors le printemps viendra. Il existe de bonnes chances de créer une nouvelle confiance entre nous et les Etats Arabes.

Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D

Vous voyez, c'est ce que je dis, que le problème palestinien prendra [inaudible]. Concluez rapidement, puis nous reviendrons à Mona, qui attend.

Manuel Hassassian, Ambassadeur de Palestine au Royaume-Uni

Je ne suis pas surpris de voir Meir répondre comme il le fait. Je sais au fond de moi et il sait, que la question des colonies a toujours été un obstacle au processus de paix. Il le sait très bien. Nous ne parlons pas de colonies de 20 000 colons avec quelques colonies en Cisjordanie. Dans ce cas, nous pourrions fermer les yeux et dire 'Ok, nous attendrons le statut final et ensuite nous parlerons de l'échange de territoires, etc.' Monsieur, aujourd'hui, 750 000 colons vivent en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Vous parlez de pratiquement 10% de la Cisjordanie cédés à Jérusalem, et appelé Metropolitan Jerusalem. Aujourd'hui, les Israéliens, dans de nouvelles négociations, nous disent, 'Nous sommes d'accord avec vous. Nous avons besoin d'une solution et cette solution impliquera un Etat palestinien indépendant. Mais est-ce que cet Etat palestinien indépendant va être une réserve indienne ? De quel type d'Etat parlons-nous ? Oui, Netanyahu parle de la paix. Quel type de paix ? Il parle de la paix sans renoncer aux territoires. Le point que nous discutons aujourd'hui est la fin de l'occupation, Meir. Lorsque nous mettrons fin à l'occupation, nous pourrions ouvrir les négociations et parler de la façon dont cet Etat va être formé, jusqu'au point où nous aurons une relation avec Israël en tant qu'entité démocratique, etc. via des échanges de territoires. Nous avons introduit ce concept pendant les accords de Camp David, ce qui montre la flexibilité du peuple palestinien, qui est capable d'être suffisamment pragmatique pour choisir entre des contraintes. Cependant, nous avons espoir en ce qui concerne d'aller aux Nations Unies; vous le savez et je le sais. Les faits sur le terrain n'ont pas changé, parce que la jeune femme de 19 ans qui porte un M16 aux points de contrôle à Ramallah pourrait dire au Président Mahmoud Abbas, 'Retournez à Ramallah, je ne vais pas vous donner accès à Jérusalem.' Nous savons que c'est un fait. Cependant, nous sommes allés aux Nations Unies, vous le savez et je le sais, parce que nous avons échoué dans le processus de paix et Israël devrait porter cette responsabilité de l'échec du processus de paix après que nous-mêmes ayons tenté, d'une certaine façon, d'abandonner des portions de notre pays-

Meir Sheerit, Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël

Manuel, comment pouvez-vous réussir si vous ne négociez pas ?

Manuel Hassassian, Ambassadeur de Palestine au Royaume-Uni

Qui ne négocie pas ? Nous avons accepté de négocier mais votre M. Netanyahu est connu comme le maître des attermolements et ne s'est réellement engagé dans aucun type de négociations. Il est venu avec un agenda du groupe fasciste laïc de l'aile d'extrême droite pour construire des colonies. Comment pouvons-nous nous asseoir et parler avec M. Netanyahu si son agenda concerne les colonies. Pourquoi avons-nous parlé avec Olmert ? Dites-le moi. Nous avons parlé avec Olmert parce que son agenda n'était pas les colonies.

[...]

Manuel Hassassian, Ambassadeur de Palestine au Royaume-Uni

Laissez-moi faire quelques remarques.

D'abord, je crois que la communauté internationale doit au peuple palestinien de résoudre sa situation critique en reconnaissant un Etat palestinien. Depuis des décennies, le peuple palestinien se voit refuser son droit naturel et historique à l'indépendance et à la liberté. L'occupation d'Israël a été l'une des plus longues occupations de l'histoire moderne. Je suis d'accord avec Monsieur l'Ambassadeur Djerejian. Israël ne peut pas revendiquer d'être un Etat démocratique tout en occupant un autre pays et en violant les lois internationales sur une base quotidienne. En réponse à M. Meir Sheerit, nous sommes allés aux Nations Unies parce que nous voulions réaffirmer qu'Israël n'avait pas de revendication valide sur de quelconques parties des territoires occupés en 1967, y compris Jérusalem Est et

que la colonisation par Israël de la terre palestinienne est illégale. A la suite de notre reconnaissance en tant qu'Etat non membre, nous deviendrons un Etat sous occupation et les territoires occupés ne seront plus considérés comme des territoires contestés, comme Israël le revendique. Il s'agit ici d'appliquer les lois internationales et la Convention de Genève.

Ensuite, nous y sommes allés pour sauver la solution à deux Etats qui rencontre un consensus international. Les Palestiniens depuis des décennies ont été des victimes ; en dépit des processus et des initiatives engagés et des différentes résolutions des Nations Unies soutenant nos droits, rien ne s'est concrétisé sur le terrain. Cette situation est due au fait que les Etats-Unis n'utilise pas leur influence politique pour faire pression sur Israël et lui faire accepter la solution à deux Etats alors que nous avons maintenant un Président pragmatique et modéré, son Excellence Mahmoud Abbas, qui est désireux de faire un effort supplémentaire et de faire la paix avec Israël. Même si je continue à garder espoir pour la solution à deux Etats, la réalité, et maintenant, je retire mon chapeau diplomatique, est que la seule option qui nous est laissée et pour les mêmes exactes raisons indiquées par Monsieur l'Ambassadeur Djerejian, est une solution à un Etat. Et cette solution à un Etat a deux interprétations : un Etat palestinien qui croit en un homme et en un vote et un Etat israélien qui maintient le statu quo ce qui signifie qu'Israël veut conserver les territoires et accorder aux Palestiniens un certain type d'autonomie limitée nous autorisant à gérer la santé, l'éducation, à collecter nos déchets, pour n'en nommer que quelques-uns, sans aucune indépendance politique, en contrôlant nos frontières et notre souveraineté. Ceci, Monsieur, est l'interprétation par Israël d'une solution à un Etat. En ce qui concerne la création par Israël d'un Etat Démocratique Juif, nous devons comprendre qu'un Etat Démocratique Juif enfreindrait les droits de 1,5 millions de palestiniens vivant en Israël en les chassant de l'Etat d'Israël et en les transférant en Cisjordanie ou dans les pays arabes ce qui signifie qu'Israël ne souhaite pas accueillir ou négocier la question des réfugiés et de leur droit de retour.